

**BILAN FINANCIER**  
PREPARE PAR LE SECRETARIAT DE LA CTOI

**États des contributions au budget autonome en 2009**

1. Le tableau 1 ci-dessous présente l'état des contributions au 15 février 2010, en \$ÉU, comme communiqué au Secrétariat de la CTOI par les services de l'administration et des finances de la FAO. Le budget de la CTOI est entièrement autonome et financé par ses membres et ne reçoit aucune contribution du programme régulier de la FAO.
2. Le total des contributions impayées a diminué de 950 496 \$ fin 2009 à 821 945 \$ à ce jour, certaines parties n'étant toujours pas à jour de leurs paiements. Pour des raisons comptables, même les arriérés les plus minimes sont présentés, bien qu'il soit évident qu'ils résultent des frais bancaires liés aux transferts des fonds ou aux variations du taux de change entre les diverses devises.
3. Les retards dans le paiement des contributions ne sont pas complètement inattendus, étant donné que les courriers d'appel de contributions ont été envoyés par la FAO à la mi-mai 2009, par les canaux diplomatiques habituels, et certaines administrations n'ont pas encore terminé le traitement des paiements. À la date de rédaction de ce bilan, cinq membres ont des arriérés de contribution de deux ans ou plus : l'Érythrée, l'Iran, la Guinée, le Soudan et le Vanuatu.

*Tableau 1. États des contributions au budget autonome de la CTOI (en \$ÉU)*

Membres	Dû au 31/12/2008	Contribution due pour 2009	Reçu au 15/02/2010	Dû au 15/02/2010
AUSTRALIE	0	103 786	103 786	0
BELIZE	-31 912	34 677	1 406	1 359
CHINE	0	65 883	65 883	0
COMORES	44	16 981	17 165	-140
ÉRYTHRÉE	73 859	6 376		80 235
UNION EUROPÉENNE	0	471 043	471 043	0
FRANCE	87 878	98 610	186 463	25
GUINÉE	27 678	14 488		42 166
INDE	77 494	44 552	69 364	52 682
INDONÉSIE	0	86 235	86 235	0
IRAN, rép. islamique d'	249 760	84 960		334 720
JAPON	0	161 444	157 110	4 334
KENYA	2 093	14 774	7 908	8 958
CORÉE, rép. de	122 389	105 502	199 867	28 024
MADAGASCAR	1 955	17 337	19 227	65
MALAISIE	0	39 523	39 523	0
MAURICE	0	34 945	34 945	0
OMAN	39 194	44 248		83 442
PAKISTAN	20	20 273		20 293
PHILIPPINES	95 706	35 412	161 118	-30 000
SEYCHELLES	54 339	58 830	109 788	3 381
SIERRA LEONE	0	9 431		9 431
SRI LANKA	0	67 137	67 137	0
SOUDAN	76 645	6 376		83 021
TANZANIE	0	15 357	15 357	0
THAÏLANDE	0	44 124	44 124	0
ROYAUME UNI	0	87 085	87 045	40
VANUATU	73 354	26 554		99 908
<b>Total</b>	<b>950 496</b>	<b>1 815 943</b>	<b>1 944 494</b>	<b>821 945</b>

## Dépenses pour l'année 2009

4. Le tableau 2 présente une comparaison entre les dépenses prévues et engagées pour l'année 2008, tandis que le tableau 3 fournit un résumé des dépenses liées à la masse salariale. Au niveau du budget global, on note une économie de 10% par rapport aux prévisions pour 2009, résultant principalement du retard dans le recrutement de deux cadres, de coûts salariaux pour les personnels administratifs plus faibles que prévus et d'économies diverses dans les dépenses de fonctionnement. Suivent une série de notes explicatives pour aider à une meilleure interprétation des valeurs indiquées.

*Tableau 2. Comparaison entre les dépenses prévues et engagées pour 2009 (en \$US)*

Dépenses administratives	Prévu	Engagé	Variation	Variation relative
Salaires cadres	768 687	573 137	-195 550	-25%
Salaires personnel administratif	61 019	27 234	-33 785	-55%
Heures supplémentaires et travail temporaire	2 100	2 718	618	29%
Ajustement des variations de coûts		351	351	
<b>SOUS TOTAL SALAIRES</b>	<b>831 806</b>	<b>603 440</b>	<b>-228 366</b>	<b>-27%</b>
Contributions de l'employeur aux fonds de pension et aux assurances santé	187 496	196 789	9 293	5%
Contributions de l'employeur au fond de la FAO pour les indemnités du personnel	150 171	164 613	14 442	10%
<b>TOTAL DÉPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>1 169 473</b>	<b>964 842</b>	<b>-204 631</b>	<b>-17%</b>
<b>Dépenses de fonctionnement</b>				
Consultants	75 000	99 134	24 134	32%
Missions	134 500	165 873	31 373	23%
Réunions	50 000	56 501	6 501	13%
Interprétation	98 000	90 942	-7 058	-7%
Traduction	54 000	75 714	21 714	40%
Équipement	40 000	21 839	-18 161	-45%
Impression	65 000	40 723	-24 277	-37%
Fonctionnement	7 500	11 227	3 727	50%
Imprévus/Divers	52 400	24 529	-27 871	-53%
<b>Total dépenses de fonctionnement</b>	<b>576 400</b>	<b>586 482</b>	<b>10 082</b>	<b>2%</b>
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>1 745 873</b>	<b>1 551 324</b>	<b>-194 549</b>	<b>-11%</b>
Contribution additionnelle des Seychelles	8 500	10 984	2 484	29%
<b>TOTAL</b>	<b>1 737 373</b>	<b>1 540 340</b>	<b>-197 033</b>	<b>-11%</b>
Coûts des services FAO	78 564	69 315	-9 249	-12%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>1 815 937</b>	<b>1 609 655</b>	<b>-187 784</b>	<b>-10%</b>

### Notes explicatives sur les dépenses pour 2009

5. Les **salaires des cadres** sont inférieurs aux montants prévus, du fait du départ du Secrétaire adjoint et du recrutement tardif de l'expert en évaluation des stocks qui est arrivé aux Seychelles en décembre 2009. Par ailleurs, le contrat de l'analyste des données/programmeur n'a pas été renouvelé à la fin du contrat du titulaire, aussi ce poste est toujours vacant. À l'inverse, les coûts salariaux des autres cadres du Secrétariat furent légèrement supérieurs aux valeurs prévues.
6. Les **salaires des personnels administratifs** furent inférieurs au montant prévu en 2009. À l'heure de la préparation de ce budget, une enquête salariale était en cours, qui devait résulter en une augmentation significative des salaires des personnels locaux, pour compenser l'augmentation du coût de la vie résultant de la forte dévaluation de fin 2008. Cependant, la révision finale résultant de cette enquête réalisée par des fonctionnaires des Nations Unies a été moins élevée que prévu. Les **heures supplémentaires** ne concernent que le personnel administratif et compensent le travail effectué en dehors des heures de bureau lors des réunions et des périodes de préparation des rapports.

**Tableau 3. Détail des dépenses de personnel en 2009 (en \$ÉU)**

	Personnel administratif	Cadres
Salaires de base	27 233	394 917
Cotisations santé de base	38 647	26 172
Indemnités de base	15 242	149 370
Cotisations retraite	5 247	126 381
Ajustements de poste		178 220
Variation du coût des salaires		351
Heures supplémentaires et travail temporaire	2 718	

7. La ligne « **variation des coûts des salaires** » reflète les ajustements correspondant aux contributions du projet au fonds des indemnités de la FAO l'année précédente.
8. Les **contributions de l'employeur au fond de pension et à la couverture santé** furent supérieures au montant prévu, principalement du fait d'une augmentation des coûts de la couverture santé. De même, les contributions au fonds des indemnités furent légèrement plus élevées que prévu. Ces contributions sont déterminées par la FAO pour chaque projet (y compris la CTOI), au prorata des coûts d'indemnités globaux de la FAO. Pour évaluer l'importance des dépenses relatives à ces composantes en 2009, il est important de noter qu'elles résultent d'un effectif réduit du fait de postes vacants durant une bonne partie de l'année. Si le Secrétariat avait opéré à effectif plein durant toute l'année, les dépenses auraient été proportionnellement plus élevées et le budget aurait été dépassé.
9. Les dépenses relatives aux **consultants** comprennent les consultations « classiques » (25 238 \$ÉU), les frais de voyage pour les consultants (22 000 \$ÉU) et les experts invités à participer aux réunions scientifiques (51 896 \$ÉU). Les consultations « classiques » correspondent à : a) une prestation d'un expert juridique pour participer à la réunion du Comité d'évaluation des performances et apporter une assistance à ses travaux, b) un juriste pour aider à l'incorporation des dispositions des mesures adoptées par la CTOI dans les législations nationales des pays de la région et c) deux contrats avec un expert en évaluation de stocks pour réaliser des analyses spécifiques comme demandées par les groupes de travail.
10. Les frais de **missions** couvrent les voyages du personnel, principalement pour participer aux réunions de la Commission et d'autres organismes. Le tableau 4 détaille les voyages réalisés en 2009 dans le cadre des activités de la Commission. D'autres déplacements du personnel de la CTOI ont été pris en charge par le projet CTOI-OFCF, par le RTTP ou par les organisateurs de diverses réunions.
11. Les frais de **réunions** furent supérieurs de 13% à la somme prévue au budget car les frais liés aux réunions tenues hors des Seychelles (trois groupes de travail et la 13<sup>e</sup> session de la Commission) se sont révélés plus élevés que prévu. Les sommes indiquées comprennent la location des salles, du système audio et d'interprétation et les frais de réception (traiteur).
12. Les frais d'**interprétation** couvrent la rémunération des 6 interprètes (62 162 \$ÉU) et leurs déplacements (28 779 \$ÉU), pour la 13<sup>e</sup> session de la Commission et la 12<sup>e</sup> session du Comité scientifique. Les coûts d'interprétation furent inférieurs de 7% aux prévisions.
13. La ligne **équipement** comprenait une provision pour l'achat d'une antenne satellite pour permettre au Secrétariat d'obtenir un accès à Internet correct, les services locaux étant insuffisants pour les besoins du Secrétariat. Une solution moins coûteuse a cependant été trouvée, qui a significativement amélioré la situation. Il en est résulté des dépenses d'équipement nettement inférieures aux prévisions.
14. Les **coûts de fonctionnement** normal du Secrétariat comprennent les communications (téléphone et fax : 7 210 \$ÉU, accès Internet : 17 837 \$ÉU), l'affranchissement (768 \$ÉU), la maintenance des véhicules (3 220 \$ÉU), les logiciels (4 673 \$ÉU) et les fournitures de bureau et entretien (10 585 \$ÉU).
15. La contribution additionnelle des Seychelles (10 984 \$ÉU comme prévu dans l'Accord de siège de la CTOI), qui est calculée en monnaie locale et a pour objectif de compenser certains coûts liés au fonctionnement du Secrétariat aux Seychelles, a augmenté en termes de valeur en dollars, du fait de la baisse du dollar par rapport à la roupie seychelloise au cours de l'année 2009.

**Tableau 4. Détail des frais de déplacements durant l'année 2009.**

<b>Dates</b>	<b>Voyageur</b>	<b>Pays</b>		<b>Objectif</b>
10-18 janvier	Gerald Scott	Seychelles	Non Staff	Évaluation des performances de la CTOI, 12-16 janvier 09
18-23 janvier	Gerard Domingue	Mozambique	Staff	2 <sup>nd</sup> Forum d'Afrique de l'est et du sud pour lutter contre la pêche INN
02-05 février	Alejandro Anganuzzi	Maurice	Staff	Comité de pilotage du RTTP
31 janvier -05 février	Julien Million	Maurice	Staff	Comité de pilotage du RTTP
08 - 22 février	Julien Million	Maldives	Staff	Programme de marquage de thons
08 - 22 février	Jean-Pierre Hallier	Maldives	Staff	Programme de marquage de thons
08- 12 février	Christopher O'Brien	Indonésie	Staff	Préparation de la 13 <sup>e</sup> session de la CTOI
01-12 mars	Alejandro Anganuzzi	Italie	Staff	COFI 2-6 mars et réunion des ORP
25-04 mars	Christopher O'Brien	Indonésie	Staff	S13 CTOI 30 mars-03 avril
28-04 mars	Gerard Domingue	Indonésie	Staff	S13 CTOI 30 mars-03 avril
24-04 mars	Alejandro Anganuzzi	Indonésie	Staff	S13 CTOI 30 mars-03 avril
25-06 mars	Claudia Marie	Indonésie	Staff	S13 CTOI 30 mars-03 avril
26-07 mars	Olivier Roux	Indonésie		S13 CTOI 30 mars-03 avril
12-16 avril	Gerard Domingue	Tanzanie	Staff	Assistance technique sur les questions INN
02-08 mai	Alejandro Anganuzzi	Maldives	Staff	Atelier final sur les programmes de marquage à petite échelle
01- 07 mai	Julien Million	Maldives	Staff	Atelier final sur les programmes de marquage à petite échelle
02-08 mai	John Filmalter	Maldives	Non Staff	Atelier final sur les programmes de marquage à petite échelle
16-24 mai	Miguel Herrera	Indonésie	Staff	Atelier sur la mise en place d'un programme de fiches de pêche pour les pêcheries indonésiennes
31 mai -06 juin	Alejandro Anganuzzi	Belgique	Staff	Première réunion des Ministres des pêches des pays ACP
26 juin -06 juillet	Alejandro Anganuzzi	San Sebastian, Espagne	Staff	2 <sup>nde</sup> réunion conjointe des ORGP-thons
27 juin - 5 juillet	Rondolph Payet	San Sebastian, Espagne		2 <sup>nde</sup> réunion conjointe des ORGP-thons
25 juillet - 01 août	Gerard Domingue	Indonésie	Staff	Rencontres avec le Ministère des affaires maritimes et des pêcheries et avec l'Association des palangriers thoniers
19 août – 27 août	Gerard Domingue	Inde/Maurice	Staff	Réunion sur le suivi et l'évaluation de l'application des résolutions de la CTOI et Atelier SCS à Maurice
13-18 septembre	Alejandro Anganuzzi	Spain	Staff	<i>Worldwide Tuna Meeting</i>
20-27 septembre	Alejandro Anganuzzi	Kenya	Staff	Réunions de la SWIOFC et du SWIOFP
08-18 octobre	Claudia Marie	Kenya	Staff	Groupes de travail de la CTOI : GTEPA, GTTT, GTCP
11-25 octobre	Alejandro Anganuzzi	Kenya	Staff	Groupes de travail de la CTOI : GTEPA, GTTT, GTCP
09- 25 octobre	Miguel Herrera	Maldives/Kenya	Staff	Groupes de travail de la CTOI : GTEPA, GTTT, GTCP
08- 25 octobre	Julien Million	Kenya	Staff	Groupes de travail de la CTOI : GTEPA, GTTT, GTCP
29 novembre - 03 décembre	Gerard Domingue	Uganda	Staff	Atelier du Programme ACP Fish II
08-12 décembre	Gerard Domingue	Italie	Staff	Atelier informel de la FAO sur l'utilisation des techniques de police scientifique pour le SCS des pêches (invité)
16-19 novembre	Alejandro Anganuzzi	Maurice	Staff	4 <sup>e</sup> et dernière réunion du Comité de pilotage du RTTP
09-15 décembre	Miguel Herrera	Comores	Staff	Mission d'information sur la situation des données

## Bilan

16. Un résumé du budget, incluant les fonds reçus, les intérêts bancaires et les dépenses est présenté dans le tableau 5, selon les informations fournies au Secrétariat par la FAO. Les financements correspondent au budget ordinaire la Commission.

*Tableau 5. Bilan au 31 décembre 2009 (en \$ÉU)*

	1996-2009	2009	Bilan
Total des contributions reçues	13 066 564	1 944 494	15 011 058
Intérêts	236 860	3 743	240 603
Revenu total	13 303 424	1 948 237	15 251 661
Dépenses totales	12 644 598	1 609 655	14 254 253
<b>Bilan</b>	<b>658 826</b>	<b>338 582</b>	<b>997 408</b>

17. Le Secrétariat a également reçu des fonds extrabudgétaires pour mener des activités spécifiques. La situation financière de ces fonds est résumée dans le tableau 6. Les financements récemment reçus comprennent ceux de l'Australie pour mener une étude visant à estimer la capacité de pêche (conduite en 2009) et un atelier sur les options de gestion. Les activités relatives au marquage financées par le Japon (pour conduire des expériences de marquage dans trois pays) sont terminées.

*Tableau 6. Bilan des activités financées par des fonds extrabudgétaires*

	Donneur : Japon	Objectif : Expériences de marquage en Inde, Indonésie et aux Maldives
Total des contributions reçues	747 000	
Intérêts	52 887	
Total revenus	799 887	
Dépenses totales	684 588	
<b>Bilan</b>	<b>115 299</b>	

  

	Donneur : Australie	Objectif : Étude sur l'estimation de la capacité de pêche ; atelier sur les options de gestion
Total des contributions reçues	92 502	
Intérêts	9 500	
Total revenus	102 002	
Dépenses totales	22 935	
<b>Bilan</b>	<b>79 067</b>	

18. Le bilan actuel montre une situation financière saine, les reliquats atteignant 997 408 \$ÉU. Comme il a été signalé les années précédentes, les reliquats sont nécessaires au fonctionnement du Secrétariat jusqu'à ce que le budget annuel soit adopté par la Commission (ce qui, les années précédentes, avait lieu 6 mois après le début de l'année budgétaire). L'année passée, les fonds ont également permis de couvrir une partie des dépenses du Programme régional d'observateurs pour surveiller les transbordements en mer, en attendant que les contributions des flottes participantes soient reçues. Si les réunions de la Commission continuent d'avoir lieu plus tôt dans l'année, la réserve nécessaire pourra être réduite et une partie de ces fonds pourra être utilisée pour d'autres objectifs, comme créer un fonds de soutien à la participation de scientifiques des États en développement.

### Actions suggérées à la Commission

19. La Commission est invitée à prendre note des informations contenues dans ce document.